

Bilan PAC 2022–2023

Dordogne

13 novembre 2025

RÉSUMÉ

Les campagnes de paiement des aides de la Politique Agricole Commune (PAC) pour 2022 et 2023 en Dordogne révèlent des évolutions significatives. Le paiement de base a légèrement augmenté, tandis que les aides couplées du premier pilier ont globalement diminuées (plus spécifiquement les aides animales). Les exploitations accèdent aux éco-régimes majoritairement via la voie des pratiques. Les aides couplées animales ont connu des modifications, avec une diminution des aides bovines. Les exploitations spécialisées en bovins viande, en polyculture/ polyélevage et en grandes cultures restent les principales bénéficiaires des aides de la PAC, bien que certaines spécialisations, comme les bovins lait et les ovins caprins, aient connu des augmentations notables. Les exploitations viticoles ont majoritairement enregistré une augmentation des aides perçues, contrairement aux exploitations en bovins viande et bovins mixtes qui ont subi des pertes importantes.

MOTS CLÉS

PAC, politique agricole commune, Dordogne

1. Total des aides

En 2022 :
97 938 822 €
5 158 bénéficiaires

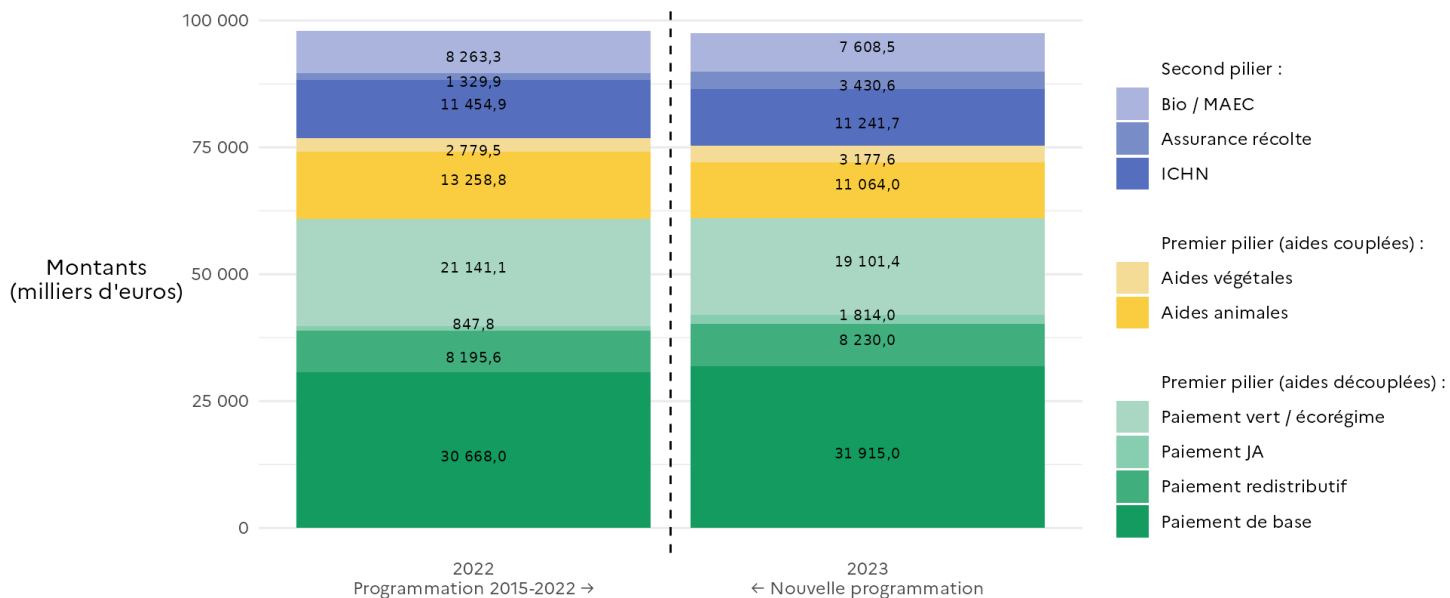
En 2023 :
97 582 787 €
4 294 bénéficiaires

Source : ASP 2022–2023 — traitement SSP

Le nombre de bénéficiaires de la PAC a diminué entre 2022 et 2023, en lien avec la baisse du nombre d'exploitations et l'introduction du critère d'agriculteur actif pour bénéficier de la PAC à compter de 2023.

Montant total des aides de la PAC en 2022 et 2023, par type d'aides

Dordogne



Source : Agence de services et de paiements (ASP), traitements SSP-SRISE
Champ : exploitations bénéficiaires de la PAC en 2022 ou 2023

Figure 1 – Montant total des aides de la PAC en 2022 et 2023, par type d'aides

Lecture

Le graphique montre une répartition des montants des aides de la PAC en Dordogne pour les années 2022 et 2023. En 2023, le paiement de base augmente légèrement, passant de 30 668 000 euros à 31 915 000 euros. Le paiement vert/écorégime diminue, passant de 21 141 000 euros à 19 101 000 euros. Les aides animales et végétales évoluent respectivement de 13 259 000 euros à 11 064 000 euros et de 2 780 000 euros à 3 178 000 euros. Les aides du deuxième pilier, telles que les ICHN et Bio/MAEC montrent des variations mineures. En revanche, l'assurance récolte passe de 1 330 000 euros à 3 431 000 euros.

2. Écorégime par OTEX

94 % des bénéficiaires du premier pilier perçoivent l'écorégime

Source : ASP 2023 — traitement SSP / Agreste Recensement agricole 2020

Champ : exploitations bénéficiaires des aides du 1er pilier en 2023

Voie d'accès à l'écorégime en 2023 selon les orientations de production (OTEX)

Dordogne

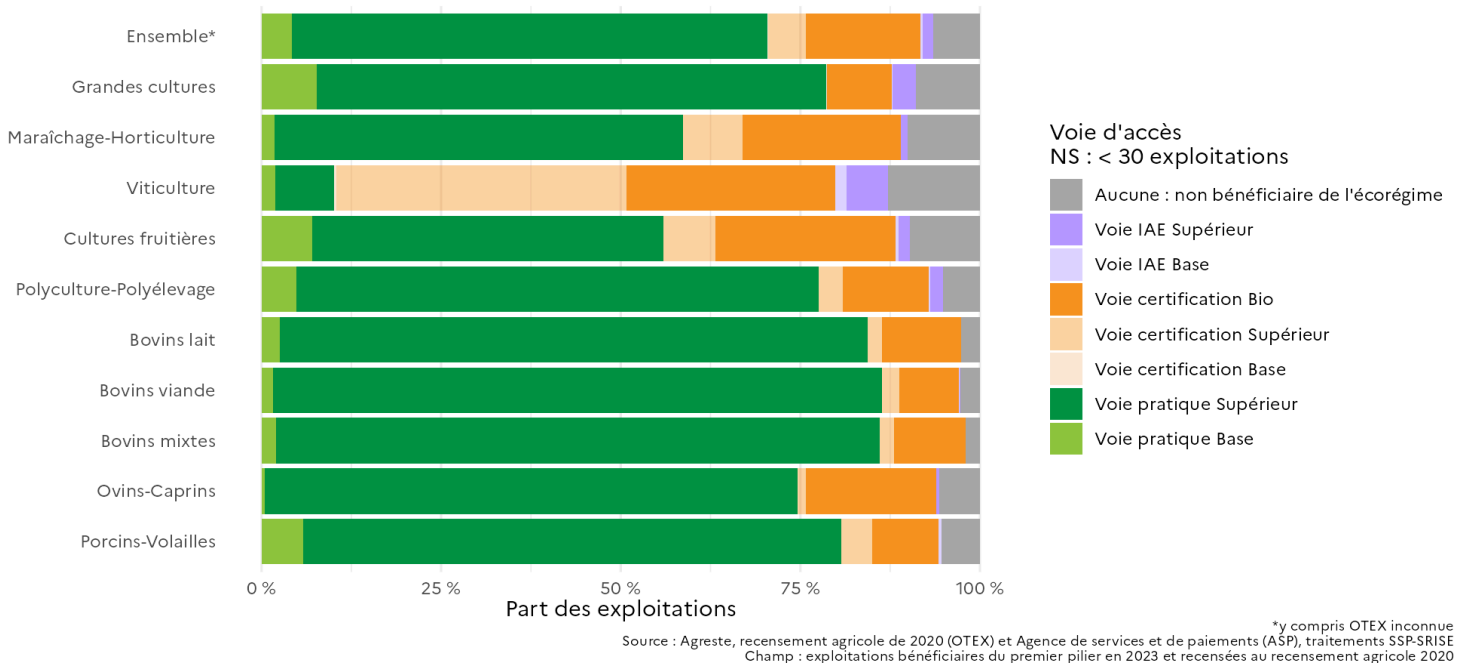


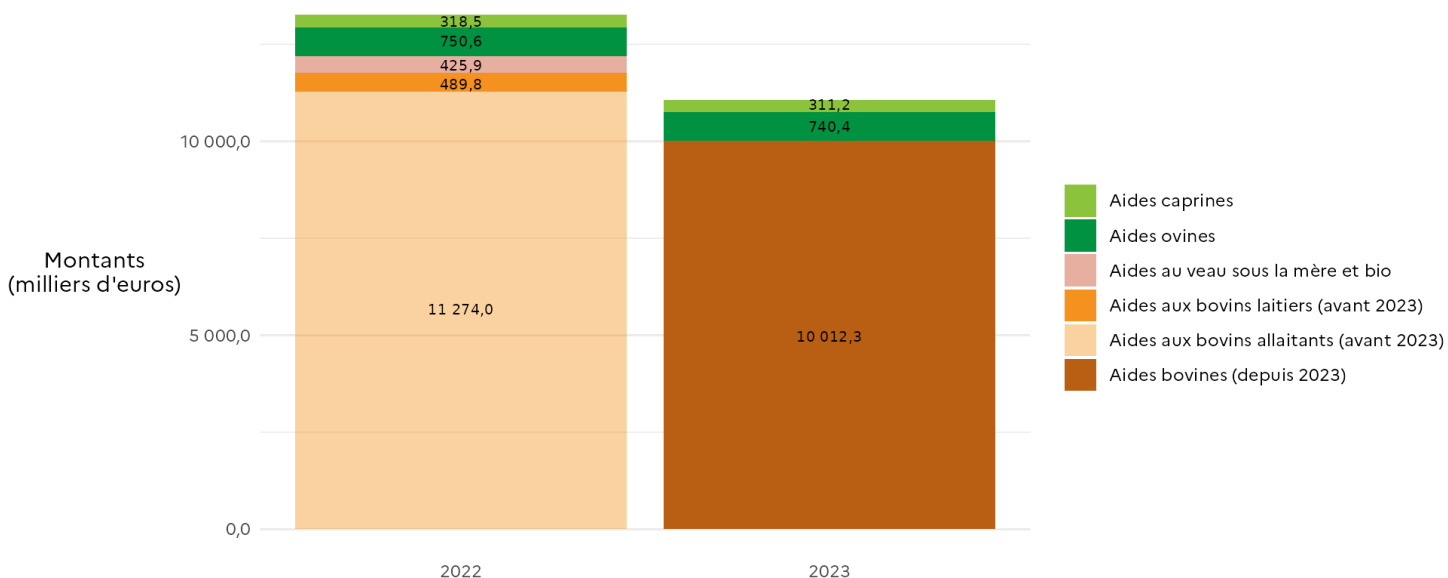
Figure 2 – Voie d'accès à l'écorégime en 2023 selon les orientations de production (OTEX)

Lecture

En Dordogne, les exploitations spécialisées en bovins accèdent majoritairement à l'écorégime via la voie des pratiques, avec une part significative utilisant la voie pratique supérieur. Les exploitations spécialisées en viticulture montrent une diversité d'accès mais font majoritairement appel à la voie de certification (HVE ou Bio). Les exploitations spécialisées en porcins, volailles et en polyculture, polyélevage utilisent principalement la voie des pratiques. Les exploitations spécialisées en maraîchage, horticulture et en cultures fruitières ont une répartition plus variée, avec une part notable accédant via la voie certification.

3. Aides couplées animales

Répartition des montants par type d'aide couplée animale en 2022 et 2023
Dordogne



Source : Agence de services et de paiements (ASP), traitements SSP-SRISE
Champ : exploitations bénéficiaires d'aides couplées animales en 2022 ou 2023
Aides aux petits ruminants non prises en compte.

Figure 3 – Répartition des montants par type d'aide couplée animale en 2022 et 2023

Lecture

En Dordogne, les aides couplées animales de la PAC ont connu des modifications entre 2022 et 2023. En 2022, les aides aux bovins allaitants représentaient 11 274 milliers d'euros et les aides aux bovins laitiers 490 milliers d'euros, tandis qu'en 2023, les aides bovines regroupées s'élevaient à 10 012 milliers d'euros, marquant une diminution. Les aides caprines et ovines ont légèrement baissé, passant respectivement de 318 à 311 milliers d'euros et de 751 à 740 milliers d'euros.

	Aides caprines		Aides ovines		Aides bovines	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Nombre de bénéficiaires	102,0	100,0	201,0	195,0	1 576,0	1 606,0
Effectifs primés (têtes)	23 095,0	22 478,0	31 503,0	31 660,0	84 911,0	96 269,6
Montant de l'aide (milliers d'euros)	318,5	311,2	750,6	740,4	12 189,8	10 012,3

Source : ASP 2022—2023 — traitement SSP
Champ : exploitations bénéficiaires d'aides couplées animales en 2022 ou 2023

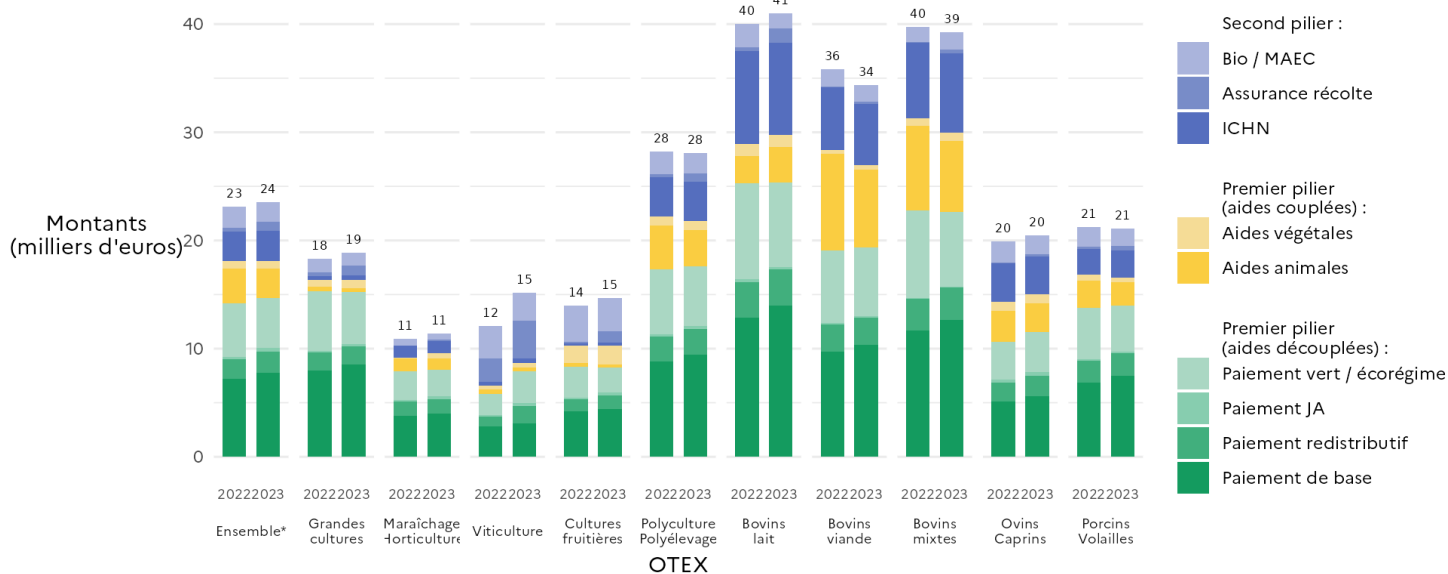
Tableau 1 – Nombre de bénéficiaires, effectifs primés et montants par type d'aide couplée animale en 2022 et 2023

Dans la suite de la fiche, les analyses portent sur un champ constant, c'est-à-dire, les exploitations bénéficiaires de la PAC en 2022 et en 2023.

4. Aides de la PAC par OTEX

Montant moyen des aides par bénéficiaire de la PAC en 2022 et en 2023 (champ constant), selon les orientations de production (OTEX)

Dordogne



*y compris OTEX inconnue
 Sources : ASP 2022—2023 — traitement SSP / Agreste, recensement agricole 2020
 Champ : exploitations bénéficiaires de la PAC en 2022 et 2023 (champ constant)

Figure 4 – Montant moyen des aides par bénéficiaire de la PAC en 2022 et en 2023 (champ constant), selon les orientations de production (OTEX)

Lecture

En Dordogne, les exploitations spécialisées en bovins lait et en bovins mixte bénéficient des montants moyens les plus élevés, dépassant respectivement 40 000 et 39 000 euros en 2023. À l'inverse, les spécialisations en maraîchage horticulture et en viticulture reçoivent les montants les plus faibles, autour de 11 000 et 15 000 euros en 2023. Entre 2022 et 2023, les exploitations spécialisées en grandes cultures et en ovins caprins ont connu une légère augmentation. Les aides découplées du 1er pilier, notamment le paiement de base et le paiement vert/écorégime, constituent la part la plus importante des aides pour toutes les spécialisations.

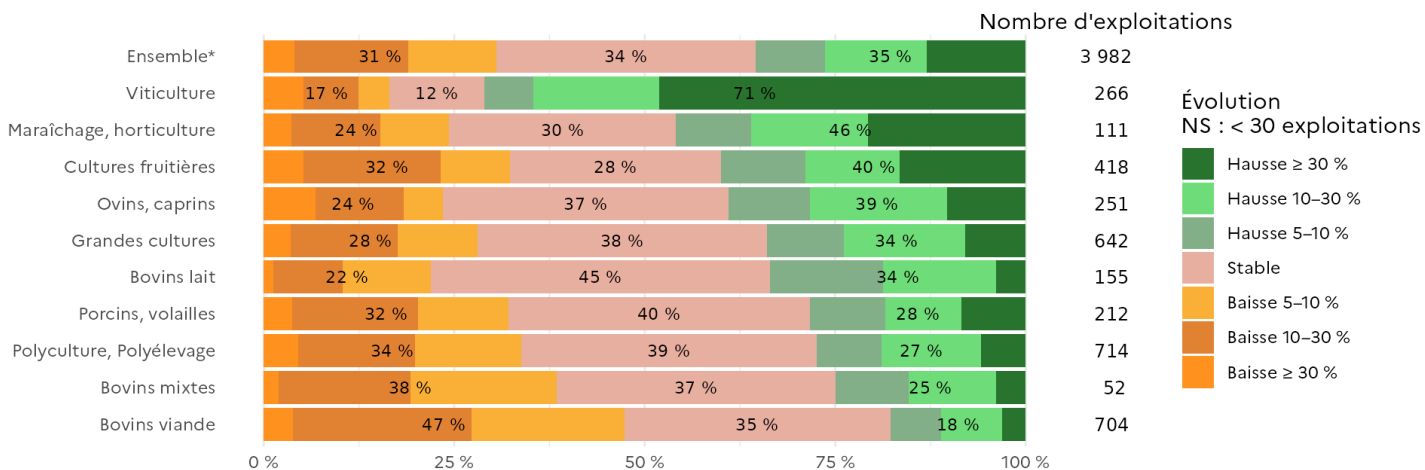
	Grandes cultures	Maraîchage Horticulture	Viticulture	Cultures fruitières	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixtes	Ovins Caprins	Porcins Volailles	Polyculture Polyélevage	Ensemble*
Montant total 2023 (champ constant, milliers d'€)	12 092,9	1 267,0	4 042,9	6 127,0	6 358,7	24 176,5	2 041,8	5 137,6	4 473,2	20 053,9	93 629,0
Montant total 2022 (champ constant, milliers d'€)	11 771,0	1 211,3	3 215,1	5 836,1	6 208,4	25 221,8	2 067,2	4 993,0	4 500,1	20 169,1	92 191,1
Nombre de bénéficiaires (champ constant)	642	111	266	418	155	704	52	251	212	714	3 982

*y compris OTEX inconnue
Source : ASP 2022—2023 — traitement SSP / Agreste recensement agricole 2020
Champ : exploitations bénéficiaires de la PAC en 2022 et 2023 (champ constant)

Tableau 2 – Nombre de bénéficiaires et montant total des aides par OTEX en 2022 et 2023

5. Part des exploitations avec une hausse ou une baisse du montant d'aide

Part des exploitations ayant connu une baisse, une stabilité ou une hausse des aides perçues, selon les orientations de production (OTEX), pour les bénéficiaires de la PAC en 2022 et en 2023 Dordogne



*y compris OTEX inconnue
Sources : Agreste, recensement agricole de 2020 (OTEX) et Agence de services et de paiements (ASP), traitements SSP-SRISE
Champ : exploitations bénéficiaires de la PAC en 2022 et 2023 (champ constant)

Trois étiquettes figurent sur les barres du graphique.
L'étiquette située à droite indique la part des exploitations ayant bénéficié d'une augmentation d'au moins 5 % du montant d'aide entre 2022 et 2023, et correspond à l'ensemble des trois nuances de vert.
L'étiquette située à gauche indique la part des exploitations ayant subi une diminution d'au moins 5 % du montant d'aide entre 2022 et 2023, et correspond à l'ensemble des trois nuances de orange.
L'étiquette située au centre indique la part des exploitations dont l'évolution du montant d'aide entre 2022 et 2023 reste inférieure à 5 % (hausse ou baisse), et correspond à la zone rose.

Figure 5 – Part des exploitations ayant connu une baisse, une stabilité ou une hausse des aides perçues, selon les orientations de production (OTEX), pour les bénéficiaires de la PAC en 2022 et en 2023

Lecture

En Dordogne, les exploitations spécialisées en viticulture ont majoritairement gagné plus d'aides entre 2022 et 2023 (71% des exploitations ont perçu au delà de 5% d'aides supplémentaire). Les exploitations spécialisées en maraîchage, horticulture et en cultures fruitières ont également enregistré des gains significatifs, respectivement 46 % et 40 %. En revanche, les exploitations spécialisées en bovins viande et bovins mixtes ont subi des pertes importantes, avec 47 % et 38 % de pertes respectivement. Les autres spécialisations montrent une répartition plus équilibrée entre gains et pertes.

DRAAF Nouvelle-Aquitaine / SRISSET

Sources, définitions et méthodologie

Sources

Les données proviennent essentiellement de l'Agence de services et de paiements (ASP). Elles concernent les paiements réalisés par l'ASP des aides de la PAC relevant du SIGC (système intégré de gestion et de contrôle), à savoir, pour le premier pilier, aide de base, aide redistributive, aide complémentaire au revenu des jeunes agriculteurs, paiement vert/écorégime, aides couplées animales et végétales ; et pour le second pilier, l'ICHN, les MAEC surfaciques et aides bio. Elles incluent également l'aide à l'assurance récolte. Elles n'incluent pas certaines aides de la PAC gérées hors SIGC (ex : MAEC non surfaciques ou forfaitaires), ni la dotation aux jeunes agriculteurs ou les aides aux investissements productifs.

Les données ont été arrêtées en mai 2025, et peuvent évoluer encore très marginalement avec la toute fin de gestion de la campagne 2023.

Définitions

Agriculteur actif

Sur le territoire métropolitain, un agriculteur est réputé actif au sens de la PAC s'il est assuré à l'ATEXA au titre de son activité dans l'exploitation et n'a pas fait valoir ses droits à la retraite s'il a plus de 67 ans. Ce critère s'applique à compter de 2023. Une société dans laquelle au moins un associé respecte les conditions est considérée comme éligible.

ICHN

Indemnité compensatoire de handicaps naturels. *Cf.* PAC

JA

Jeunes agriculteurs. *Cf.* PAC

MAEC

Mesures agro-environnementales et climatiques. *Cf.* PAC

OTEX

Orientation technico-économique des exploitations agricoles : la contribution de chaque culture et cheptel à la production brute standard (PBS) permet de classer les exploitations selon leur spécialisation (ou orientation technico-économique – OTEX). Une exploitation est considérée comme spécialisée dans une production quand au moins deux tiers de sa PBS est générée par cette production.

PAC

La politique agricole commune (PAC), mise en place en 1957, fait l'objet de programmations renégociées régulièrement. La programmation 2023-2027 fait suite à celle de 2015-2022. Comme la précédente, elle est structurée en deux piliers :

- le premier pilier regroupe pour l'essentiel les aides directes de soutien aux revenus des agriculteurs, financé par le fonds européen agricole de garantie (FEAGA). Pour les exploitations agricoles, il s'agit d'aides découplées et d'aides couplées ;
 - aides découplées : indépendantes du type de production agricole, ces aides directes se répartissent entre :
 - l'aide de base au revenu (anciennement paiement de base) ;
 - l'écorégime remplace le paiement vert, pour soutenir les actions spécifiques en faveur de l'environnement ;
 - l'aide redistributive (anciennement paiement redistributif) pour valoriser les productions à forte valeur ajoutée ou génératrice d'emplois ;
 - l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs (JA) en complément des DPB, maintenant versée forfaitairement, indépendamment de la surface admissible à condition d'activer au moins un DPB ou une fraction de DPB.
 - aides couplées : ces aides directes visent à maintenir et à soutenir des productions spécifiques.
 - pour les aides animales : les anciennes aides aux bovins allaitants (ABA) et aux bovins laitiers (ABL) ont été remplacées par une aide unique aux bovins ;
 - pour les aides végétales, deux nouvelles aides ont été introduites : les aides aux légumineuses à graines, les légumes secs (lentilles, haricots secs, pois chiches et fèves) et l'aide au petit maraîchage ;
- le second pilier, regroupe des mesures visant à la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, l'aménagement des territoires ruraux et le maintien d'une population active dans ces territoires. Il est financé par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et des cofinancements nationaux :
 - l'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) ;
 - les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC), elles concernent les trois systèmes grandes cultures, polyculture-élevage et herbagers et pastoraux ;
 - l'aide au maintien de l'agriculture biologique disparaît du second pilier (l'écorégime du 1er pilier introduit un paiement spécifique dans le cadre de la voie d'accès par la certification pour le bio). L'aide à la conversion à l'agriculture biologique demeure dans le second pilier selon des conditions quasiment similaires à celles de la précédente programmation ;
 - l'aide à l'assurance récolte consiste en une prise en charge partielle de la prime d'assurance multirisques climatiques couvrant les récoltes, souscrite par un exploitant.

Le paiement vert de 2022 évolue vers l'écorégime en 2023 accessible selon trois voies avec des niveaux de rémunération différenciés en fonction des efforts consentis pour mettre en œuvre des pratiques agronomiques favorables au climat et à l'environnement :

- la voie des pratiques (niveau de base ou niveau supérieur),
- la voie de la certification (niveau de base, niveau supérieur ou montant spécifique pour les exploitations bio),

- la voie des éléments favorables à la biodiversité selon la part d'infrastructures agro-écologiques (IAE) ou de terres en jachères dans la SAU (niveau de base ou niveau supérieur).

Un « bonus haies » peut par ailleurs être accordé aux bénéficiaires de l'écorégime sous certaines conditions.

Méthodologie

Pour les deux dernières parties de cette fiche, l'étude porte sur un champ constant d'exploitations bénéficiaires de la PAC en 2022 et en 2023. Il est constitué des exploitations pour lesquelles l'identifiant de bénéficiaire d'aides (le code Pacage) est présent les deux années. La spécialisation de l'exploitation (OTEX) n'est pas une variable des données de l'ASP. Elle est donc approchée ici par l'orientation de production telle que reconstituée au recensement agricole de 2020. Ainsi, le champ se restreint aux exploitations bénéficiaires de la PAC en 2022 et en 2023 soit 3982 exploitations pour le territoire Dordogne. De ce fait, pour certains bénéficiaires du champ constant, l'OTEX est inconnue. Ils entrent dans les totaux de l'analyse sur ce champ constant, mais pas dans le détail par OTEX.

La proportion d'exploitations bénéficiaires de la PAC au sein d'une OTEX est assez variable : une sur deux environ en arboriculture et moins d'un tiers en viticulture ou maraîchage; mais 70% au moins, et souvent plus, dans les autres OTEX.

Pour en savoir plus

Vous trouverez sur [le site Internet de la statistique agricole \(Agreste\)](#) :

- la publication nationale ;
- les données associées au niveau national, régional et départemental ;
- la fiche PAC nationale ;
- les liens vers les fiches PAC et les autres publications régionales sur le sujet.